

Bretagne

Cinquième acteur français du marché de la tomate avec trente producteurs, 26 000 t de tomates en 2014 pour un chiffre d'affaires de 33 M€, Solarenn veut sortir de l'ombre.

Solarenn lance une nouvelle communication

« **D**epuis quelques années, nous avons beaucoup élargi notre gamme de produits et de conditionnements, explique Christophe Rousse, président de Solarenn. La segmentation représente aujourd'hui 50 % de notre offre. Nous avons donc voulu revoir notre communication pour clarifier notre offre, lui donner une image plus qualitative et au final améliorer la valeur ajoutée de nos produits. » Le positionnement de la coopérative a été revu avec les signatures "Nous vous donnons le meilleur" et "Maraîchers depuis 1948", les producteurs soulignant ainsi qu'ils sont des maraîchers de métier et au service et à l'écoute de leurs clients. Tous les outils de communication ont été renouvelés : nouveau logo, nouvelles plaquettes, nouveau site Internet, nouveaux packagings... La segmentation, pour être plus lisible, se décline désormais en trois univers : les Classiques (tomates grappe,

rondes, beef, allongées), les Petites (cocktail, cerise grappe, cerise allongée) et les Anciennes (cœur de bœuf aumônière, Belles d'Autrefois), auxquelles s'ajoutent les Fraises Gariguettes. Et plus globalement, ce renouveau s'inscrit dans la nouvelle dynamique de développement de Solarenn. « Pour continuer à exister, nous devons être bons à tous les niveaux, estime Christophe Rousse. Cela passe par des producteurs plus compétitifs, par la réduction des coûts de fonctionnement de la coopérative et par une meilleure valorisation des produits. » Pour être plus compétitifs, les maraîchers misent sur l'augmentation des volumes (passage à 30 000 t en 2016 et 50 M€ en 2020) grâce à l'agrandissement des exploitations existantes, avec création de cogénération, et à l'installation de nouveaux producteurs. Les frais de gestion de la coopérative seront aussi réduits grâce à la mécanisation et à un travail sur la logistique. Et en plus de la nouvelle communication, des efforts seront

faits au niveau commercial pour développer les ventes et améliorer la valeur ajoutée par le service notamment. ■

Véronique Bargain

La gamme tomate se décline désormais en trois univers : les Classiques, les Petites et les Anciennes.



Loire-Atlantique

Le développement durable en action chez Océane

La coopérative nantaise publie son premier rapport de développement durable téléchargeable sur www.oceane.tm.fr En 75 pages, Océane décline son activité et toutes les bonnes pratiques dans le cadre de la démarche 3D (Destination Développement Durable) entamée en 2012 avec Coop de France. Adhérent depuis 2006 au groupe Sedex⁽¹⁾, la coopérative étudie à la loupe les normes de travail, d'hygiène de sécurité, d'environnement et de pratiques commerciales. Depuis deux ans, les démarches se sont multipliées avec une formation au développement durable, la réalisation d'un diagnostic, l'émergence de groupe de travail (stratégie RSE, communication), la création d'une équipe 3D et d'un atelier RSE. Pour 2015, Océane vise la norme Iso 26000. Parmi les nombreuses données du rapport, les accidents ont diminué de 36 % (9 cas pour 66 salariés en CDI). Autre exemple, la formation éco-conduite des chauffeurs a permis d'économiser 5 % de carburant. ■

Pauline Vallin

(1) Organisation visant à promouvoir les améliorations responsables et éthiques au niveau des pratiques au sein des chaînes d'approvisionnement.

Sud-Est

L'agriculture frontalière menacée par le Swissness

Neuf exploitations maraîchères de l'Ain et de la Haute-Savoie, proches de Genève, voient leur avenir menacé par le projet d'ordonnance de la Confédération helvétique intitulé Swissness. Elles sont situées en zone franche, un statut particulier qui, depuis deux siècles, facilite les échanges des deux côtés de la frontière. Elle s'étend sur une superficie de 547 km². Or, le projet Swissness, équivalent du "Made in France", prévoit que 80 % des matières premières agricoles doivent provenir de Suisse pour se voir apposer la croix blanche ou le drapeau helvétique. De fait, les productions des exploitations de zone franche, seraient éliminées du concept mettant à mal leur modèle économique. La situation est encore plus délicate dans le secteur du lait qui devrait se priver de l'apport de soixante-quinze exploitations, mettant en difficulté des laiteries du canton de Genève. Côté français, la mobilisation est unanime. En Suisse, le canton genevois a émis un avis demandant que l'Association régionale de coopération (ARC) des Communautés de communes françaises riveraines de Genève soit associée à la réflexion. ■

Catherine Brunner

Brèves

Essonne : projet pour la Maison de Cocagne

A Vauhallan (Essonne), la Maison de Cocagne prévoit l'implantation de l'équipe nationale du Réseau Cocagne, la création d'un Jardin de Cocagne du Limon, un centre national de formation et un restaurant bio Table de Cocagne. Le site a été acheté en 2013 et les travaux se poursuivront en 2015.

Haropa : + 5 % pour le trafic conteneurs

Haropa a vu son trafic conteneurs progresser de 4,9 % à 26,9 Mt et de 2,65 millions EVP en 2014 et représente 6,41 % du marché "range Nord européen", encore loin derrière Rotterdam, Hambourg, Anvers ou Bremerhaven.

Le Havre : un terminal multimodal pour le port

Pour améliorer encore les performances en matière de conteneurs, le port du Havre va bénéficier prochainement d'un terminal multimodal (140 M€ d'investissement) permettant de transborder les conteneurs maritimes sur train ou barge fluviale.

Les Pays de la Loire misent sur les aides au maintien

« Pour l'agriculture biologique, nous avons mis l'accent sur les aides au maintien. Nous ne misons pas tant sur la conversion massive que sur le maintien des agriculteurs déjà en bio qui vont sortir du régime des aides à la conversion », a expliqué Simon Munsch, directeur général des services de la région Pays de la Loire.

Végépolys reçoit un label en or

Le pôle de compétitivité Végépolys vient de recevoir le label Gold du Cluster management Excellence. Ce label est remis dans le cadre de l'European Cluster Excellence initiative. Ce label lui est attribué jusqu'en novembre 2016.